

# LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 9 AVRIL 2018

## SOMMAIRE

- 1) **On le rejette**
- 2) **Une chance de les avoir**
- 3) **LREM un nouveau parti de droite**
- 4) **Prêt à témoigner contre...**
- 5) **L'Etat une start up !**
- 6) **Parti pour durer**
- 7) **Avec Faure ça va fort !**
- 8) **Etude sur des connards...**



Diez Gérard La Presse en Revue

**1) Macron plus impopulaire que jamais parmi les classes populaires**



Crédits photo : Thomas SAMSON / AFP

Selon un sondage Elabe pour les Echos paru cette semaine, l'on apprend que la popularité de Macron auprès des français chute à 39%. Mais c'est surtout sur la popularité de ce dernier auprès des classes populaires qu'il faut s'intéresser : en effet, celle-ci a chuté de 7 points pour atteindre 27%. Une cote de popularité plus que faible et dont l'écart n'a jamais été aussi important qu'avec la cote de confiance auprès des cadres qui atteint les 65% et ce, depuis le début du quinquennat. Preuve, s'il en fallait encore une, que la politique de Macron se place en faveur des riches que ce soit à travers les avantages fiscaux qu'il permet ou dans les nombreuses attaques sur nos conquêtes sociales.

La communication, dont on pourrait penser qu'il s'agit du point fort du président Macron et de son gouvernement, peine de plus en plus à convaincre. En effet, ces derniers ne persuadent qu'une minorité de la justesse des différentes réformes visant à détruire nos acquis, qu'ils tentent de mettre en place généralement de force à travers les ordonnances. Pourtant, le gouvernement et les médias dominants avancent main dans la main pour rabâcher la prétendue nécessité de ces réformes, décrédibiliser les mouvements et les grève, faire passer la contestation pour de simples revendications égoïstes, etc. Bref, pour le gouvernement qui ne cache même plus de s'afficher dans le camp des plus aisés, tout est bon pour nous diviser et affaiblir la contestation sociale. Cependant, comme tend à le montrer ce sondage, les classes populaires ne sont pas dupes et la contestation semble s'étendre à bien plus qu'à de simples secteurs.

Réforme de l'ISF, création de la Flat Tax, baisse d'impôt sur les sociétés, etc. Quand il s'agit d'offrir sur un plateau d'argent des avantages aux plus riches Macron ne manque pas de créativité. Cependant, ces réformes ont un coût et contrairement à ce que veut faire passer le gouvernement pour une nécessité c'est bel et bien un choix idéologique que de s'attaquer aux moins aisés pour compenser ce coût.

Par ailleurs, même si actuellement les réformes centrales du gouvernement sont concentrées sur la jeunesse et les cheminots, nous voyons bien que la contestation s'étend au-delà de ces deux seuls secteurs et il devient de plus en plus difficile pour le gouvernement de contenir la colère de toute part. A ces attaques visant à détruire nos droits, le service public et privatiser tout ce qui peut l'être s'ajoute un fort mépris des travailleurs.

Les exemples en sont nombreux, comme récemment lors de son passage au CHU de Rouen sa seule réponse aux manques cruels de moyens dans les hôpitaux est qu'« il n'y a pas d'argent magique ». Enfin, quand il s'agit de protester trop fort, la répression ne se fait pas attendre et le gouvernement aura tôt fait de calmer la contestation, protégeant le licenciement de syndicalistes ou réprimant durement les manifestations.

C'est pourquoi il est aujourd'hui plus que question de multiplier les élans de solidarités entre les différents secteurs d'activité et marcher ensemble contre Macron et son projet qui ne vise qu'à enrichir les plus riches.

## II) Jean-Luc Mélenchon : « Le peuple français a une chance, nous avoir »



**Le député des Bouches-du-Rhône s'exprimait, samedi, lors de la première assemblée représentative de La France insoumise.**

Le Monde [Abel Mestre](#)

« *Servir le peuple* ». Le leitmotiv de Mao Zedong résume l'état d'esprit dans lequel [Jean-Luc Mélenchon](#) veut [placer](#) La France insoumise (LFI) dans le mouvement [social](#) autour de la réforme de la [SNCF](#). « *Il n'y a pas d'action souterraine de La France insoumise, tout est public. On se met au service des organisations et de la façon dont elles s'organisent* », a expliqué M. Mélenchon en introduction de la première assemblée représentative de LFI.

Cette sorte de parlement du mouvement, dont 60 % (150 membres sur 250) sont tirés au sort, était réuni, samedi 7 avril à La Chesnaie-du-Roy, au cœur du bois de Vincennes. Il devait [aborder](#) la question du mouvement social. L'après-midi, un débat stratégique sur les élections devait se [tenir](#), cette fois, à huis clos. Ironie du calendrier, ce [rendez-vous](#) se tient le même jour que le congrès du [Parti socialiste](#), ancienne [formation](#) de Jean-Luc Mélenchon.

### Messianisme

Jean-Luc Mélenchon a profité de son propos liminaire pour [faire](#) un bilan de la situation [politique](#) du pays. Une grande partie a donc été consacrée au mouvement social. L'ancien candidat à la présidentielle a reconnu que les circonstances actuelles étaient différentes de la rentrée de septembre, où LFI avait été « *obligée* » de [lancer](#) seule sa marche du 23 septembre. « *Aujourd'hui, les syndicats veulent élargir leur base, ils ont raison. Il faut respecter la forme particulière de cette énergie. C'est notre tâche prioritaire* », a-t-il martelé.

Pour lui, il faut [écouter](#) les masses et s'adapter à leurs désirs, car elles seules détiennent la vérité. Une sorte de messianisme du peuple, donc, où l'outil [politique](#) doit [devenir](#) un simple instrument de luttes. « *Le peuple français a une chance : nous avoir*. (...) *Nous sommes quelque chose de*

précieux », a-t-il déclaré, sans fausse modestie.

Un texte allant d'ailleurs dans ce sens a été adopté samedi matin par l'assemblée représentative. « Cela cherche à [approfondir](#) un soutien concret aux grèves – notamment les collectes financières –, mais aussi aux initiatives comme celle du 14 avril et du 5 mai », a précisé Manuel Bompard, chef d'orchestre de LFI, lors d'une conférence de presse. Il ajoute : « Nous appelons l'ensemble de ceux qui veulent faire [triumpher](#) l'intérêt général de s'investir. »

Jean-Luc Mélenchon le jure : La France insoumise ne fait qu'offrir ses compétences au mouvement. La manifestation du 14 avril à Marseille ? Pas sa décision, mais celle de la [CGT](#) locale, et d'autres syndicats et associations. La marche du 5 mai, initiée par François Ruffin ? « On ne se l'approprie pas », assure M. Mélenchon.

### « Front du peuple »

Il en a aussi profité pour critiquer « la gauche selfie », qui, à ses yeux, serait représentée par Olivier Besancenot ([NPA](#)), Pierre Laurent (secrétaire national du PCF) et Benoît Hamon (Génération-s) et leurs voyages en train fortement médiatisés. « L'unité comme prétexte à [effacer](#) les [idées](#), c'est non », a-t-il lancé. Pourtant, jeudi dernier, Eric Coquerel et François Ruffin, tous deux députés LFI, étaient présents.

Et d'ajouter, à propos de la marche marseillaise du 14 avril : « J'espère qu'Olivier Besancenot et Benoît Hamon seront là, car leurs organisations locales appellent à [manifester](#). Ce serait dommage qu'il ne manque que les chefs. »

Cette manifestation doit [être](#) le prélude à un « Front du peuple » que l'ancien sénateur socialiste appelle de ses vœux. « C'est un Mai 68 perlé. On espère qu'il s'élargira. Cela ne me déplairait pas, un nouveau 68... Ça remettrait la question sociale au [centre](#) », a-t-il ajouté.

Dans la lutte contre le gouvernement, M. Mélenchon a également fait la liste de ses « ennemis », dont « le parti médiatique » serait la pointe avancée. Selon lui, il « n'a pas vu de militants [Les Républicains](#), [Front national](#) ou La République en marche » distribuer des tracts donnant des arguments contre les grévistes. Ce sont les [médias](#) qui les donnent, assure-t-il.

Les « insoumis » estiment que la bataille du rail est décisive. Si le mouvement l'emporte contre le gouvernement, ce sera le terreau idéal pour faire des élections européennes de mai 2019 un référendum pour ou contre l'[Europe](#) libérale qui est, selon eux, incarnée par Emmanuel Macron.

« On peut être l'étincelle qui met le feu à la plaine », a conclu M. Mélenchon, reprenant un slogan... de Mao Zedong.

### III) La République en marche est désormais perçu comme un parti de droite

[Le Scan Politique](#)



Christophe Castaner, député général de la République en Marche.  
THOMAS SAMSON/AFP

Selon un sondage Ipsos, une majorité de Français classe le mouvement présidentiel à droite de l'échiquier politique, une évolution notable en un an.

Le «ni gauche-ni droite» a vécu. Du moins dans l'esprit des Français. Selon un [sondage Ipsos pour l'association Lire la politique, que Le Monde](#) publie ce vendredi, une majorité d'entre eux considèrent désormais La République en marche comme un parti de droite. Dans le détail, 25% le classent au centre droit et 20% à droite. C'est plus qu'il y a un an lorsqu'Emmanuel Macron, en pleine campagne présidentielle, entendait réunir aussi bien les sympathisants de gauche que de droite: à l'époque, 13% des sondés situaient LaREM au centre droit et 15% à droite.

Les premiers mois du quinquennat et le chapelet de réformes - du code du Travail au régime des cheminots, en passant par la loi immigration - ont bouleversé la perception des Français, qui retrouvent de manière croissante dans l'action de la majorité les attributs d'un pouvoir de droite. En mars 2017, 12 % de sondés jugeaient La République en marche très à gauche ou à gauche, ils ne sont plus que 5 %. De la même manière, seuls 21% des Français classent désormais le parti présidentiel au centre, contre 33 % l'an passé.

Le sondage du *Monde* révèle également une forte persistance du clivage gauche-droite, qu'Emmanuel Macron entend pourtant dépasser. Ainsi, 71 % des sondés estiment qu'être de gauche et de droite, «ce n'est pas pareil». De même, 62 % jugent qu'il existe entre ces familles «de vraies différences». Et une majorité de sondés se situent volontiers sur l'échiquier politique: 32 % se classent à gauche, 37 % à droite et 29 % au centre. 22 % d'entre eux assurent n'être ni à gauche, ni à droite, ni au centre.

LE FIGARO.fr

### IV) Le fils de Kadhafi se dit prêt à témoigner contre Sarkozy



Saïf al-Islam, le deuxième fils du défunt leader libyen Mouammar Kadhafi, tué en 2011. Image: AFP

Saïf al-Islam, le deuxième fils du défunt leader libyen Mouammar Kadhafi, se dit prêt à témoigner contre Nicolas Sarkozy dans le cadre de l'enquête sur le financement libyen de la campagne présidentielle 2007 de l'ex-chef d'état français. Il prétend détenir des preuves que la campagne de ce dernier avait été financée par des fonds illégaux et soutenue par son père.

«Je précise que j'ai encore des preuves solides contre Sarkozy. Et je n'ai pas encore été entendu comme témoin dans cette affaire, ni Abdallah Senoussi, l'ex-directeur des services de renseignements libyens, qui détient encore un enregistrement de la première réunion de Sarkozy et Kadhafi à Tripoli avant sa campagne électorale», a confié Saïf al-Islam - qui fait toujours l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale - au site Africanews.com.

Nicolas Sarkozy a été placé le 20 mars en garde à vue dans les locaux de l'office anticorruption (Ocliff) à Nanterre (Hauts-de-Seine) et mis en examen pour financement illicite de sa campagne électorale, corruption passive et recel de détournement de fonds publics libyens.

L'ex-président français a dénoncé une «manipulation» face aux juges qui l'ont mis en examen. Il a déclaré qu'il vivait «l'enfer de la calomnie» et a dénoncé également l'absence de «preuve matérielle».

[Exclusif - Saïf al-Islam Kadhafi : "j'ai encore des preuves solides contre Sarkozy"](#)

<https://youtu.be/hY0ANitqail>

(Le Matin)

lematin.ch

### V) Peut-on gérer l'État comme une entreprise ?

Par [Jean-Pierre Bernajuzan](#)

Blog : [Le blog de Jean-Pierre Bernajuzan](#)

Depuis l'avènement de l'idéologie néolibérale après la fin des trente glorieuses, on dit qu'il faut moderniser l'État. L'État-providence s'épuisant face à la crise et la mutation de

qu'il était mal géré s'est développée en même temps que l'image de l'entreprise se revalorisait, l'entreprise s'impose comme modèle de gestion...

Avec l'accession au pouvoir de chefs d'entreprises comme Berlusconi, le pas est franchi : on va gérer l'État comme une entreprise. Toutefois, la réussite en politique des chefs d'entreprises est plutôt rare. Nicolas Sarkozy avait manifestement ce modèle en tête, avec les rapports sociaux que cela implique : il commande, on obéit ! Emmanuel Macron a la même attitude...

#### Entités individuelles...

Le principe d'efficacité des entreprises repose sur le fait que leurs décisions ne prennent en compte que leur intérêt propre : c'est la condition de leur performance, de leur succès et de leur survie.

Les entreprises sont des « entités individuelles » parce que leur réussite, leur performance et leur survie dépendent de leur capacité à mettre en œuvre, en production, les éléments judicieusement choisis dans l'environnement. Les entreprises prennent les éléments qui les intéressent, qui leur sont utiles, et laissent les autres en dehors d'elles, ne s'en occupent pas, ne s'en chargent pas. Toute charge inutile grève leur performance.

La performance des entreprises tient à la bonne sélection des éléments qui leur sont utiles à leur mise en œuvre judicieuse et productive. Ces éléments sont aussi bien : l'objet de leur production, le capital, l'insertion dans le marché, les effectifs embauchés, etc.

Cette performance tient donc à la non-prise en charge des éléments qui ne leur sont pas utiles.

Cette sélection individuelle des éléments de production et leur mise en œuvre particulière est une source infinie d'innovation dont les autres entreprises vont pouvoir s'inspirer : elle est à la base du dynamisme économique.

Les entreprises sont concurrentes entre-elles, leurs performances ne sont donc pas déterminantes en soi, mais en comparaison avec celles des autres entreprises, et pas seulement nationales.

#### et entités collectives...

L'État, lui, doit assumer le « tout », c'est en cela qu'il est un État. Il ne peut rien rejeter en dehors de lui. L'État doit assumer tout son environnement, il n'a pas d'en dehors. Si on le faisait fonctionner comme une entreprise, il sélectionnerait les éléments qui lui sont utiles, mais il devrait aussi prendre en charge les éléments qu'il n'aurait pas sélectionnés, contrairement aux entreprises.

Si l'on demandait aux entreprises d'assumer le - tout -, elles y perdraient leur efficacité.

Si l'État n'assume pas le tout, il ne remplit pas sa fonction d'État.

Aussi importantes soient-elles, les entreprises demeurent des entités individuelles : elles n'assument pas la responsabilité du tout.

Aussi petits soient-ils, les États demeurent des

LAPRESSEENREVUE.EU

entités collectives : ils assument la responsabilité du tout.

C'est là, la différence fondamentale entre l'État et l'entreprise.

Gérer l'État comme une entreprise est donc une aberration, et ne peut être accompli qu'en trompe-l'œil, sauf à l'asservir à une catégorie de citoyens particulière, oligarchie ou autres.

Les tentatives de gestion entrepreneuriales de l'État essaient de sélectionner les éléments divers, mais voudraient oublier qu'elles doivent intégrer les éléments qu'elles ont écartés...

Les entreprises publiques, par contre, peuvent et doivent sélectionner les éléments qui les intéressent, sans intégrer les autres, car leur périmètre d'action est limité. Finalement, leur mode de gestion efficace est le même que celui des entreprises privées.

À ne pas confondre avec les « services publics » qui peuvent être assurés soit par des agents de l'État, soit par des entreprises publiques, soit par des entreprises privées.

Ce n'est pas le statut des agents qui assurent ce service public qui le définit en tant que service public, c'est le service qu'il rend au public, sans doute hors service marchand, quoique le financement du service public nécessite la participation financière des « usagers ».

### et leur articulation

Le fonctionnement d'un pays repose sur ces deux logiques dynamiques : individuelle pour les entreprises et collective pour l'État, et leur articulation.

D'une part, les entreprises doivent sélectionner et animer les meilleurs types d'organisation de la production, puis l'État doit assurer la meilleure distribution et redistribution : ces deux logiques dynamiques doivent être respectées pour qu'elles puissent s'alimenter l'une l'autre.

Et elles doivent être équilibrées pour qu'elles profitent à l'ensemble du pays et de la population, facteur déterminant de leur développement.

Jean-Pierre Bernajuzan



## VI) Universités. Le mouvement des étudiants est parti pour durer

Laurent Mouloud L'Humanité



## La contestation de la réforme de l'accès à l'université, qui ne cesse de prendre de l'ampleur, commence à inquiéter sérieusement le gouvernement. D'autant que ce mouvement, où se mêlent étudiants et enseignants, a de bonnes raisons de s'amplifier.

Le gouvernement pensait que l'affaire de la sélection à la fac était pliée, que sa stratégie du fait accompli avait, une nouvelle fois, parfaitement fonctionné. Mal lui en a pris. Depuis deux semaines, la contestation de Parcoursup et de la réforme de l'accès à l'enseignement supérieur, votée en février et difficilement mise en place dans les universités, ne cesse de prendre de l'ampleur. Occupations d'amphithéâtre et autres blocages « illimités » se multiplient comme des petits pains. À Montpellier, Toulouse, Nancy, Paris-I ou encore Nantes, les assemblées générales ont rassemblé cette semaine plus d'un millier d'étudiants chacune. Le tout au grand dam de l'exécutif, bien obligé désormais de prendre la situation au sérieux. Il aurait tort de ne pas le faire. Car, même s'il est impossible d'en imaginer la future ampleur, le mouvement dans les facs, qui mêle étudiants et personnels, n'est pas près de s'éteindre.

À l'évidence, l'évacuation ultraviolente, le 22 mars au soir, des étudiants de la faculté de droit de Montpellier, à laquelle seraient mêlés le doyen et certains enseignants (lire page 6), a fait l'effet d'un électrochoc. Tout comme les attaques de groupuscules d'extrême droite à Lille ou à Paris-I. Depuis, le mouvement qui dénonçait Parcoursup et l'instauration de la sélection à l'entrée en licence, avec notamment la mise en place « d'attendus » dans chaque filière, a pris, sans contester, une nouvelle vigueur. Pour l'Unef, cette dynamique repose sur plusieurs facteurs. « Il y a désormais, chez les étudiants, une prise de conscience plus aiguë de la logique sélective de Parcoursup, et il y a le désir de se mobiliser contre toute forme de violence qui voudrait les empêcher de manifester pacifiquement leur opposition », souligne Lilâ Le Bas, la présidente du syndicat. La situation sociale, avec la grève des cheminots et les luttes pour la défense du service public, dope évidemment la mobilisation estudiantine. Tout comme, a contrario, l'intransigeance du gouvernement qui ne fait qu'exacerber les tensions.

## L'inquiétude du gouvernement

Officiellement, la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a condamné les violences de Montpellier et appelé, d'une manière générale, à « l'apaisement ». Mais dans les faits, aucune place au dialogue n'est donnée. Au contraire. Plusieurs interventions policières ont été autorisées ces derniers jours, comme à Bordeaux et Dijon. Ou encore Strasbourg où, mercredi soir, une centaine d'étudiants qui occupaient un amphithéâtre du palais universitaire ont été évacués manu militari par les forces de l'ordre. Vous avez dit « apaisement » ? Dans les mots, le gouvernement tente également de disqualifier le mouvement, taxé régulièrement d'être « ultra-minoritaire » ou manipulé par « l'extrême gauche », comme l'a laissé entendre, jeudi, le premier ministre Édouard Philippe sur France Inter, évoquant, histoire de noircir le tableau, des « photos d'amphis dévastés, tagués »... Bref, la bataille de l'opinion publique bat son plein.

Cette attitude révèle l'inquiétude grandissante du

gouvernement. Voire un brin de fébrilité. « Il sait que la mobilisation mêlée des cheminots et des universités peut produire un rapport de forces important, surtout avec des étudiants qui ont des modes d'action plus radicaux et avec qui le maintien de l'ordre est plus compliqué », analyse Julie Le Mazier, chargée de cours à Paris-XIII et spécialiste des mouvements étudiants. Selon elle, parler de mouvement « minoritaire » ne tient plus debout. « Les étudiants n'ont pas le droit de grève, donc difficile de faire le pourcentage de ceux qui soutiennent la contestation et de ceux qui s'y opposent... Mais, ce qui est sûr, c'est que le nombre de participants dans les AG, qui a atteint 3 000 à Montpellier, est très élevé, proche des niveaux observés lors du conflit sur le CPE. La différence, pour l'instant, c'est qu'il n'y a pas encore de manifestations monstres dans les rues. » Pour bientôt ? Voire. En tout cas, rien n'indique que le mouvement va faiblir dans les semaines qui viennent. Loin de là.

## Les enseignants refusent de trier

L'intersyndicale réunissant les opposants à la loi Vidal devrait organiser une nouvelle journée de mobilisation, mardi prochain. Avant de participer à celle, interprofessionnelle, du 19 avril. Pendant ce temps, estiment certains, l'application chaotique du processus Parcoursup dans les facs va continuer de produire ses effets repoussoirs. Notamment chez les profs. « Si le mouvement dans les universités progresse, c'est aussi parce que les enseignants constatent concrètement les biais de cette réforme », souligne Hervé Christofol, secrétaire général du Snesup-FSU.

Alors qu'ils doivent, depuis mercredi, classer les dossiers de terminales souhaitant intégrer leur faculté, nombreux sont les profs qui refusent de participer à ce tri imposé par la plateforme Parcoursup. Comment ? Soit en ne constituant pas les commissions des vœux. Soit en répondant « oui » à toutes les candidatures et en les classant premières ex æquo... « Le gouvernement nous demande de faire le sale boulot pour lui, en choisissant ceux qui vont rester sur le carreau, et ça, ce n'est pas possible ! » a réagi sur France Info, Sophie Jallais, maître de conférences à Paris-I Panthéon-Sorbonne. Face aux dizaines de milliers de candidatures, la réalisation d'un classement manuel, affiné, comme le promet le gouvernement, relève également de l'enfumage. « Au final, ce sont des logiciels, des algorithmes qui vont faire ces classements, sur la base de notes qui ne donnent qu'une illusion d'objectivité, relève Hervé Christofol. Ce système sera profondément inégalitaire et inéquitable. » Raison pour laquelle ce mouvement de refus, auquel a appelé le Snesup-FSU, se répand comme une traînée de poudre. Le syndicat dénombre, mercredi dernier, 70 départements ou UFR (unités de formation et de recherche) s'opposant à cette sélection déguisée, ainsi que deux universités : Bordeaux-Montaigne et Pau.

Pour le syndicaliste, la colère des lycéens, étudiants et de leurs familles pourrait bien continuer de s'accroître. Le processus Parcoursup va s'étaler jusqu'en septembre. « Or, l'enseignement supérieur doit accueillir 40 000 lycéens supplémentaires à la rentrée prochaine et le gouvernement ne crée que 20 000 places. Il n'y aura pas de miracle. Il y aura autant, si ce n'est plus, d'étudiants mal orientés que l'année dernière. » Et une raison de nourrir dans le temps le mouvement dans les facs.



Laurent Mouloud Chef de la rubrique société

## VII) Congrès du PS : les conseils des socialistes à leur nouveau patron Olivier Faure

Ce qu'ils espèrent de leur nouveau premier secrétaire? Travail, rassemblement, opposition à Macron et soutien au mouvement social. Avant le discours de clôture du Congrès du PS d'Olivier Faure, dimanche, ses camarades socialistes lui livrent conseils et attentes.



Olivier Faure samedi au Congrès du PS à Aubervilliers. (Sipa)

Son discours sera pour dimanche. [Olivier Faure](#), officiellement intronisé premier secrétaire du [Parti socialiste](#) ce week-end, y développera sa feuille de route. En attendant, les socialistes qui hantent la plénière du congrès d'Aubervilliers y vont de leurs conseils. Et à ce jeu, le plus écouté, le plus applaudi est Louis Mexandeau, ancien ministre de François Mitterrand, brandissant à la tribune toutes ses cartes d'adhérents depuis le congrès d'Epinau. Il rappelle les conquêtes obtenues par les socialistes depuis Léon Blum, demande aux présents d'en être fiers. L'homme de 86 ans implore les siens. "Il y a des conditions à remplir pour notre redémarrage : l'unité est la condition de la renaissance. (...) Courage Olivier". Et Mexandeau de provoquer la seule standing ovation de la journée poussant Faure à sortir de sa réserve du jour et à le rejoindre sur scène. "Nous reviendrons plus vite que nous l'imaginons et, Louis, tu verras à nouveau la gauche au pouvoir", lui promet le nouveau patron du PS.

Il est 18 heures et Faure vient enfin de bousculer un peu le protocole. L'un de ses soutiens, le président du département de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel n'en demande pas plus et aimerait le voir fendre l'armure. "Vue la situation dans laquelle on se trouve, je lui ai dit de prendre des risques, d'être audacieux, d'oser, explique Troussel. Il va falloir accepter de défendre des positions minoritaires, comme Olivier le fait de façon courageuse sur la question migratoire. Je préfère une position clivante et audible, ce qui est dangereux pour le PS, c'est de devenir inaudible".

### Ne pas être le "supplétif" du macronisme

Johanna Rolland, la maire de Nantes et soutien d'Olivier Faure, insiste. Elle veut un parti au travail : "Aujourd'hui au PS, il y a tout à refaire de la cave au grenier. La première urgence va être de travailler sur le fond, de penser intellectuellement le monde de demain, un monde en transition – transition écologique, numérique et démocratique – et il faudra le faire avec la société civile, les intellectuels et les syndicats". "Notre urgence, elle

est là mais on ne va pas faire en six mois ce qu'on a pas fait en 6 ans", appuie le député Guillaume Garot, ancien ministre de François Hollande. La tâche qu'il assigne au nouveau premier secrétaire? "On doit être à nouveau crédible face aux électeurs de gauche qui avaient fait confiance à Emmanuel Macron et qui sont déçus par l'orientation libérale et préoccupés par sa tentation bonapartiste de captation de tous les pouvoirs comme on le voit à l'oeuvre dans la réforme institutionnelle".

Dans la séquence qui s'ouvre, tous sont désormais d'accord pour s'inscrire dans l'opposition à Emmanuel Macron, devenu "le président des riches", selon Stéphane Le Foll. "Le PS doit être un parti d'opposition mais doit rester un parti d'alternance", souligne ce hollandais historique. "Sur le plan politique, j'ai deux lignes rouges : il faut une opposition claire à Emmanuel Macron et l'union de la gauche est l'autre préalable", rappelle ainsi le député et ancien candidat au poste de premier secrétaire Luc Carvounas. "Politiquement, Olivier Faure doit assurer quelques repères solides dont la constance de la position anti-Macron du PS", relaie l'ex député frondeur Laurent Baumel. Et de ce point de vue, il estime qu'une liste européenne tirée par Pierre Moscovici serait un retour à "l'ambiguïté". Ce serait, selon lui une "erreur stratégique". Le PS deviendrait alors le "supplétif" du macronisme.

L'aile gauche du PS aimerait surtout un premier secrétaire plus combatif quant au mouvement social. "Nous avons l'occasion historique de faire échec à Macron, estime le député européen Emmanuel Maurel. Si on n'est pas capable de sortir du congrès en disant qu'on est tous à côté du mouvement social, alors franchement... Je ne comprends pas qu'on hésite". A la tribune Maurel en fait le fil rouge de son intervention. "Oui sans contester notre place est aux côtés des travailleurs de la SNCF (...) Envoyons un message fort aux cheminots. Ne loupons pas cette occasion. Que ce congrès marque le retour des socialistes aux côtés des travailleurs". Réponse le 5 mai.



## VIII) ETUDE : 75% des hommes sont des connards !



3 hommes sur 4 sont des connards ! C'est le

résultat d'une étude menée à l'Université de Sociologie de Tours dans le but de dresser le portrait de l'homme français du XXI<sup>e</sup> siècle !

Deux longues années d'expérimentations ont été nécessaires pour que le verdict tombe ! Cette étude menée sur **7000 sujets** et prenant en compte **80 critères d'évaluation** est sans appel ! **75 % des hommes sont des connards** ! Le terme "connards" ne relevant pas de la science, s'est malheureusement imposé de lui-même au vu des résultats ! Parmi cette grande vague de "connards", les sociologues ont distingué **4 classes distinctes de "connards"** !

Et la première place revient au "**narcissique démonstrateur**" ! Voici le connard le plus répandu avec **50 % des hommes interrogés** ! Le narcissique démonstrateur, c'est le **macho qui se la pète** ! Si vous voulez l'éviter les filles, restez loin des secteurs tels que le **sport ou encore la finance** ! En quelques mots, voilà ce que ça donne : Greg, l'un des participants à l'étude : "Je suis beau gosse, baraqu', j'ai une Audi... J'en profite, je vais pas gâcher mon potentiel dans une vie de couple pépère à la con".



Deuxième catégorie avec **25 % de la population interrogée** : "**Le manipulateur lâche**" ! Sous son **allure calme et réservée**, le manipulateur lâche n'hésitera pas à vous **poignarder dans le dos**. Ce sont des **faux gentils, ils sont capables de monter les collègues ou amis les uns**

**contre les autres pour servir leurs propres intérêts** ! On les retrouve en plus grande concentration dans la **fonction publique ou dans la politique** !



Recensant **11 % des "connards"**, la troisième classe est celle des "**violents**" ! **Frustrés et complexes**, ils s'expriment par la **violence**. Pas nécessairement plus nombreux, ce sont les "**connards**" **les plus médiatisés**. On parle d'eux pour leurs **méchancetés et leurs attitudes négatives** !

Et enfin la dernière catégorie, "**le connard décomplexé**" ! Cet homme **assume ce qu'il est et ne s'en cache pas** ! C'est même son comportement qui peut parfois le rendre populaire. On l'assimile au personnage de **Barney Stinson** dans "**How I Met Your Mother**" ! Le connard décomplexé est le connard du XXI<sup>e</sup> siècle. On le retrouve le plus souvent parmi les **avocats ou les commerciaux**.



Les **25 % d'hommes qui restent sont des hommes acceptables**, pour "la plupart déjà **mariés et heureux de l'être**, les autres sont souvent **gay...** La dure réalité pour les femmes qui recherchent l'amour aujourd'hui est qu'elles ont toutes les chances de tomber sur un **connard**. Le meilleur conseil que je puisse leur donner, c'est de choisir la catégorie de **connard** qu'elles supporteront le mieux et... de prendre sur elles" conclut le **Pr. Jacques Bruandet, qui a dirigé cette étude**.

[soonnigh.com](http://soonnigh.com)

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**